

Direction des affaires juridiques

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Arrêté du 13 novembre 2020 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance,
Vu le code de la commande publique, notamment ses articles R. 2197-6 à R. 2197-10 ;
Vu la proposition du ministère de la Justice en date du 23 octobre 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont désignés pour siéger comme membres du comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics :

- M. HERMOSO (Jean Yves), chef du service des finances et des achats, secrétariat général ;
- M. PAILLAUD (Stéphane), sous-directeur du budget et des achats, responsable ministériel des achats, secrétariat général ;
- M. MOLERE (Jean-Philippe), adjoint sous-directeur du budget et des achats, adjoint au responsable ministériel des achats, secrétariat général ;
- M. MOTTE (Patrick), chef du bureau du suivi et de l'exécution des achats, sous-direction du budget et des achats, secrétariat général ;
- M. MANUEL (Harry), adjoint au chef du bureau du suivi et de l'exécution des achats, sous-direction du budget et des achats, secrétariat général ;
- M. MILLON (Frédéric), sous-directeur de la stratégie, de la performance et des moyens, service du numérique, secrétariat général ;
- Mme GRANIER (Marion), cheffe du bureau de l'appui juridique aux marchés publics numériques, département du pilotage budgétaire, des marchés et des moyens, service du numérique, secrétariat général ;
- Mme. MONNOT (Philippe), adjoint au chef du service de l'immobilier ministériel, secrétariat général ;
- M. JOURDAIN (Stéphane), chef du bureau du soutien et de la maîtrise d'ouvrage, service de l'immobilier ministériel, secrétariat général ;
- M. BATISTA (Emmanuel), chef du bureau de l'immobilier judiciaire parisien et de l'administration centrale, service de l'immobilier ministériel, secrétariat général ;
- M. PAILLON (Lionel), sous-directeur des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires ;
- M. MORERE (Pascal), adjoint au sous-directeur des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires ;
- M. ROUSSEAU (Mélisa), chef du bureau des frais de justice et de l'optimisation de la dépense, sous-direction des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires ;
- M. SOUCHET (Pierre), sous-directeur du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire ;
- M. TARGE (Boris), adjoint au sous-directeur du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire ;
- M. BONNARD (Rémi), adjoint au chef du bureau de la performance, sous-direction du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire ;
- M. GILMANT-MERCI (Mickaël), chef du bureau de la gestion déléguée, sous-direction du pilotage et du soutien des services, directions de l'administration pénitentiaire ;
- M. NARDI (Thibault), adjoint au chef du bureau de la gestion déléguée, sous-direction du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire ;

M. FOURCROY (Ludovic), sous-directeur du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

M. THIEBLEMONT (Édouard), adjoint au sous-directeur du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

M. AZOUZ (Nizar), chef du bureau de la synthèse, sous-direction du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Mme NERON (Anne-Claire), directrice, adjointe à la directrice générale, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

M. FAURE (Sébastien), directeur, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

M. GARD (Louis-Marie), directeur, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

Mme VOELTZEL-LEVEQUE (Anne), directrice, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

M. MORIN (Renaud), directeur juridique, administratif et financier, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

Mme COUVREUR (Lorraine), adjointe au directeur juridique, administratif et financier, agence publique pour l'immobilier de la justice.

La durée du mandat est fixée à trois ans à compter de la date de signature de l'arrêté.

Article 2

La directrice des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Fait à Paris, le 13 novembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires juridiques,
LAURE BEDIER